

gone in reverse. Instead, governments routinely emphasize cutting labour costs to mirror private service industries.

The result has been rising levels of inequality in earnings, increased part-time and temporary employment and more low-wage work. This has been especially true in postal services, where atypical and precarious forms of employment are now common. But many workers have also been relegated to low-wage work by employers—who have fragmented bargaining or by two-tiered agreements for new workers—developments common to labour relations in health and the electricity sector. Only in Sweden and Belgium, where unions have much wider coverage and more co-ordinated bargaining structures, have workers retained better jobs and working conditions.

The authors' superb country and comparative case studies are also very useful in understanding the role of public sector restructuring in undermining the democratic control of corporations and markets. As detailed by Christoph Hermann, Julia Kubsia and Thorsten Schulten, a number of unions and citizen coalitions have worked across Europe to resist marketization and privatization initiatives in everything from postal services to water. But—with a few notable municipal exceptions—they have had little success. Governments at all levels have continued to introduce sweeping public service reforms even amidst significant union and citizen protests calling for a return to basic public service models.

In contrast to the consensus in academic literature that corporatist models limit liberalization policies in much of Western Europe, *Privatizing Public Services* finds that public officials in these countries, from the left and right alike, have turned away from the concerns of organized interests and a wider public and instead sought to meet the interests of investors, corporations and affluent voters. Giving private firms ever more control over public business has been central in this effort.

Privatizing Public Services is a leading critical contribution to the debate on the impact of public sector modernization and it will be of interest to policy researchers, West European specialists, labour relations scholars and comparative political economists alike. Its conclusions are sobering: the results of public sector modernization are not only disappointing but also deeply troubling for democracy. Such findings are especially worrisome given the current policy models of “austerity” and “reform” used to address the long-term debt problems created by neoliberalism in the wake of the financial crisis.

JOHN PETERS *Laurentian University*

Les finances publiques au Canada. Le fonctionnement de l'État à la lumière du processus budgétaire

Geneviève Tellier

Bruylant

Bruxelles, 2015, 254 pages

doi:10.1017/S0008423916001037

Force est d'admettre que l'analyse des finances publiques est loin de susciter les passions et ce, tant chez les politologues que les citoyens. En effet, ce thème « technique » est souvent perçu comme la chasse-gardée des économistes, comptables et juristes. Or, les finances publiques sont une composante fondamentale de la bonne gouvernance des sociétés démocratiques qu'on aurait tort de négliger.

Cet ouvrage offre aux politologues une porte d'entrée opportune sur l'analyse des finances publiques. L'auteure aborde ce sujet dans une perspective sociopolitique centrée sur trois questions hautement pertinentes : 1) Qui sont les acteurs du processus

budgétaire ? 2) Comment y participent-ils ? 3) Pourquoi le font-ils ? (12–13). Le livre n'a pas pour ambition de fournir un compte-rendu encyclopédique des activités budgétaires de tous les gouvernements mais bien « de présenter la situation d'ensemble qui prévaut tant sur la scène fédérale que dans les provinces et territoires canadiens » (16). Le cadre théorique mobilisé s'inspire des travaux d'Aaron Wildavsky sur les « gardiens » et les « dépensiers » d'une part, et de l'analyse séquentielle des politiques publiques transposée au cycle budgétaire, d'autre part. L'ouvrage compte onze chapitres et se divise en cinq parties. La première offre une présentation générale du contexte canadien portant sur la taille et la composition des budgets, le fédéralisme et les autorités budgétaires qui sert en quelque sorte de « mise à niveau » aux lecteurs tant canadiens qu'internationaux. La seconde partie traite de la préparation du budget par les gardiens, soit la mise à l'ordre du jour des initiatives budgétaires et l'élaboration du cadre financier. La troisième partie aborde la prise de décision budgétaire sous l'angle du calendrier et des règles parlementaires. La quatrième partie porte sur la mise en œuvre du budget et présente les principales caractéristiques du système de gestion budgétaire et les initiatives visant à optimiser les ressources. La cinquième et dernière partie se penche sur le contrôle budgétaire, abordé sous l'angle des mécanismes internes et externes de vérification et d'évaluation.

En général, l'ouvrage remplit ses promesses de manière satisfaisante. Il offre en effet une présentation claire, cohérente, accessible, fidèle et à jour de la question des finances publiques au Canada dans une perspective institutionnelle. Si l'auteur ne mentionne pas explicitement le lectorat visé, le livre peut néanmoins servir d'ouvrage de référence aux chercheurs canadiens et européens intéressés par le processus budgétaire au Canada. L'ouvrage (en entier ou en partie) peut également être utile à des étudiants de science politique inscrits à un cours sur le processus et les principes budgétaires, l'administration publique ou encore les institutions gouvernementales et le parlementarisme (tout en gardant à l'esprit que l'ouvrage traite surtout du niveau fédéral). Même si leur nombre est insuffisant, les cinq encadrés permettent au lecteur de se familiariser avec certains enjeux pertinents aux finances publiques, par exemple les lois anti déficit.

En dépit de qualités évidentes, l'ouvrage comporte par ailleurs deux lacunes qu'on doit souligner. La première est sa nature très descriptive, qui ne permet pas toujours aux lecteurs de mettre en perspective et de saisir l'importance des faits présentés. Le « qui ? » et le « comment ? » sont en effet privilégiés au détriment du « pourquoi ? ». On lit par exemple que le Canada est le pays de l'OCDE dont la part des dépenses publiques dans l'économie a le plus diminué entre 1990 et 2014 (23–24). Pour quelles raisons ? Avec quelles conséquences ? Quelle est l'importance de la distinction entre emprunt national et international mentionné au chapitre 5 ? L'ouvrage n'offre aucune réponse à ces questions. De même, on s'attendrait d'un livre traitant des finances publiques à une analyse plus substantielle du pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral, de la péréquation (le Québec se paie-t-il des programmes sociaux généreux grâce à l'argent de la péréquation ?), de l'utilité des déficits publics et de l'efficacité des « chiens de garde » parlementaires. La seconde lacune, liée à la première, est la faible importance accordée aux intérêts, à l'idéologie et au pouvoir des acteurs budgétaires, à plus forte raison parce que l'auteur se réclame des travaux de Wildavski. Ainsi, l'existence d'un cycle partisan au Canada selon lequel les gouvernements de gauche sont plus dépensiers que ceux de droite n'est pas discutée. De même, il aurait été intéressant d'approfondir la discussion autour des motivations politiques qui amènent les décideurs à manipuler les prévisions budgétaires.

Ces lacunes, qui sont loin d'être fatales et pourront d'ailleurs être aisément corrigées dans une édition ultérieure, doivent être nuancées. Comme l'indique son sous-titre, le livre porte d'abord sur le fonctionnement de l'État, d'où sa nature

descriptive. Ensuite, chaque chapitre contient une liste de lectures pertinentes pour les lecteurs désireux d'approfondir les thèmes traités. Enfin et surtout, ces lacunes doivent être mises en perspective avec la haute tenue et les qualités indiscutables de l'ouvrage qui vient combler un vide important dans la littérature canadienne sur les finances publiques, en français en particulier. Ce livre apporte ainsi une très belle contribution qui sera utile pour plusieurs années aux politologues de divers horizons.

PIERRE-MARC DAIGNEAULT *Université Laval*

Take Up Your Pen: Unilateral Presidential Directives in American Politics

Graham G. Dodds

Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2013, pp.vii, 312.

doi:10.1017/S0008423916000913

Timing may not be everything, but it can certainly help. Just as we observe President Barack Obama audaciously making unilateral changes to the key law that he prevailed upon Congress to pass, Graham Dodds has published a most timely book. The subject of unilateral presidential directives (UPD) may sound rather dry and unexciting to the uninitiated, but Dodds uses it to explain a great deal about presidential power.

Scholars have long been perplexed about the American presidency. When established it was an unprecedented institution. Indeed the Constitution is rather vague about the office. It does confer some specific powers on the president, but the source of his political strength is two ambiguous clauses plus a lot of intangibles. It is those intangibles that have kept presidential scholars busy for well over a century.

One thing that is clear from the Constitution and *The Federalist Papers* is that the Framers were fearful of allowing too much power to be concentrated into too few hands. Despite that intention, the presidency has expanded in scope and power, especially during the past century. Indeed one early presidential scholar had described the history of the presidency as "a history of the aggrandizement of power." As a result, many presidency experts became concerned that the excessive concentration of power was causing the intricate system of checks and balances to become unbalanced. Arthur Schlesinger, Jr.'s, *The Imperial Presidency* illustrates that type of concern. After Richard Nixon's overreaching culminated in the Watergate scandal, it seemed that his successors had become mindful of the dangers and thus began to comport themselves more modestly. Yet many of the earlier fears were revived during George W. Bush's tenure.

Whether one dates the so-called modern presidency from Franklin D. Roosevelt, as is quite common, or from Theodore Roosevelt, as Dodds does, there is no doubt that the power, importance and centrality in the system of the presidency has expanded substantially and in numerous ways. Presidents have a tendency to test the limits of their power. When they are not opposed effectively, they create a precedent of the expansion of power. These expansions are cumulative, so that for quite some time the vaunted checks and balances of the Framers have not been in balance. Of course, there are examples where Congress or the Supreme Court, the two bodies that should act as counterweights to an expanding executive, has resisted successfully. But those examples have not arrested the general trend, which is quite apparent during the present administration.

Why have the barriers to the expansion of presidential power proved to be insufficient? One key reason is that the two branches that are supposed to keep the president in check have not been up to the task. Congress, in particular, is where one would anticipate the strongest opposition to presidential expansionism. But that body is so mired in